

# Etude Séralini – L'onde de choc internationale

Par Christophe NOISETTE

Publié le 27/11/2012

L'étude de G.-E. Séralini a eu un retentissement international, dans la presse et au sein de certains gouvernements. Ainsi, le gouvernement **marocain** précise qu' « *en application du principe de précaution, les aliments transgéniques sont interdits à la consommation humaine. Aucune présence d'OGM n'est admise dans les produits importés destinés à la consommation humaine, ils sont absents dans la production agricole nationale [...] même pour des fins d'alimentation animale* ». Mais il ne dit rien sur l'accord de libre échange qui le lie depuis 2004 avec les Etats-Unis... Le gouvernement **russe** a également annoncé le 24 septembre qu'en attendant les résultats de l'expertise nationale sur l'étude « Séralini », les importations de maïs GM NK603 seraient « *temporairement interdites sur le territoire de la fédération de Russie* », ce qui ne devrait que peu affecter le commerce international car, comme le précise Sébastien Poncelet, expert chez Agritel, sur RFI : « *Aujourd'hui, la Russie n'est quasiment pas importatrice de maïs* ». Idem pour le **Kazakhstan**, qui vient de décréter un moratoire sur les importations de maïs NK603. Quant à l'Ukraine, elle vient de décider de créer un centre scientifique pour tester les OGM.

Au cours de la Conférence internationale du Protocole de Cartagena, qui s'est déroulée en **Inde** en octobre, le Deccan Development Society a mis en avant à plusieurs reprises l'étude de G.-E. Séralini. A cette occasion, Frances Loore Lappe, une des personnes mobilisées par la campagne en **Californie** pour le « Oui à l'étiquetage », a souligné que cette étude avait consolider sérieusement l'argumentaire de leur campagne. Pour ces associations, comme le résume René Segbenou, de la Coalition **ouest-africaine** contre les OGM (Copagen) : « *c'est un tremplin énorme pour le débat sur les tests d'innocuité et le principe de précaution. Quelle que soit la suite, les choses ne peuvent plus se passer comme avant* ». Au **Brésil**, une coalition de plusieurs organisations a écrit au gouvernement pour qu'il réévalue le maïs NK603 autorisé en 2008. En **Chine**, Chen Lichouan, de l'alliance internationale Terre citoyenne, nous précise que « *quoi qu'il en soit, la publication de l'étude de Séralini et les vives réactions qu'elle a suscitées dans le monde a alerté l'opinion chinoise sur la question des OGM et provoqué dans la société chinoise un débat salutaire qui va bien au-delà de la valeur scientifique de cette étude* ».